

## CSO Objets Trouvés : L'agriculture : acteurs et contradictions

*Transcription de la discussion avec Sylvain Brunier (mars 2024)*

Bonjour et bienvenue à tous et à toutes. Vous écoutez le podcast Objets Trouvés du Centre de sociologie des organisations, le CSO. Nous vous proposons des récits de nos chercheuses et chercheurs en sciences humaines et sociales autour de leurs relations à leurs objets de recherche. Aujourd'hui, nous recevons Sylvain Brunier. Installez-vous confortablement, nous sommes ensemble pour une vingtaine de minutes.

**CSO :** Bonjour Sylvain, vous êtes titulaire d'une thèse d'histoire, vous êtes chargé de recherche au CNRS et sociologue au CSO. Vous avez débuté votre carrière de chercheur en vous intéressant à la modernisation de l'agriculture et votre objet de recherche évolue depuis quelques années vers l'industrialisation de l'agriculture. Alors on va reprendre et on va commencer par le sujet de votre thèse qui portait sur l'histoire des conseillers agricoles. Alors justement ce qui m'intéresse, c'est comment vous êtes arrivé à ce sujet ? Comment vous êtes-vous intéressé à ce groupe professionnel ?

**Sylvain Brunier :** C'est une longue histoire. Alors le début de cette histoire, c'était un intérêt très vague et pas très construit d'un point de vue sociologique sur l'engagement qui est une notion très floue et j'avais envie de travailler sur l'engagement, des gens qui s'engagent. Tout ça était vraiment très flou. J'étais à la fin de ma licence d'histoire, je ne savais pas trop quoi faire mais j'avais envie de faire de la recherche et du coup j'étais allé comme ça pour préparer un petit projet, un projet de mémoire, mémoire de maîtrise, aller rencontrer des collectifs militants, des associations, bref. Tout ça je papillonnais un peu jusqu'à ce que je tombe sur un syndicat particulier qui était la confédération paysanne et tout ça était un peu dans le contexte du début des années 2000 où on parlait beaucoup de la confédération paysanne. C'était le moment où il y avait des grandes mobilisations. L'épisode le plus marquant et médiatique, ça avait été le démontage du McDo de Millau par José Beauvais et ses collègues. Donc ça m'intéressait, ça m'intriguait. En même temps, j'étais en histoire, c'était un sujet assez contemporain donc ce que j'avais fait, c'était une enquête avec des entretiens, des entretiens biographiques dans ce qu'on appelle toujours d'ailleurs l'histoire orale et donc j'avais fait comme ça une histoire un peu sur la mémoire de ce syndicat, les parcours de ces militants, leurs engagements donc c'était un peu ma thématique et mon fil rouge. Bref, tout ça était mon premier projet de recherche. Une fois que je l'ai mené à bien, l'idée c'était de construire un projet de thèse et mon envie c'était de renverser un peu la question par rapport aux personnes que j'avais rencontrées, qui étaient toutes du coup assez unanime en opposition par rapport aux modèles productivistes, à l'industrialisation de l'agriculture etc. Et donc renverser la question, ça voulait dire s'intéresser à tout un tas de gens d'agriculteurs et d'agricultrices qui à l'inverse avaient pleinement adhéré, enfin pleinement c'était un peu la question finalement, en tout cas adhéré un peu au politique de modernisation et qui s'était un peu engagé finalement dans la construction de ce modèle productiviste. Voir un peu comment on pouvait en faire une histoire, pas vraiment par le haut, par je ne sais pas une histoire de la planification du plan Marshall mais plutôt par le bas, par un peu les trajectoires, par des acteurs. Et chemin faisant, je m'intéressais pas mal à des questions

autour de la technique, le poids de la technique dans les décisions, bref c'était pas complètement limpide tout ça mais pour en faire quelque chose, pour trouver un objet de recherche, c'est le sujet de la conversation, je me suis rapidement intéressé en fait aux gens qui mettaient en œuvre la technique, en tout cas qui conseillaient ceux qui la mettent en œuvre, donc ceux qui conseillaient les agriculteurs et du coup je me suis intéressé à tous ces professionnels, les hommes et des femmes, qui étaient des conseillers agricoles. Et toujours avec cette perspective historique, donc en commençant mon récit après la seconde guerre mondiale. Et ensuite du coup, voilà c'est devenu mon projet de thèse, c'était comprendre la construction de ce métier, quel rôle ils avaient joué dans la mise en œuvre des politiques. En fait ça a l'air un peu au-delà de ça, ce n'était pas juste la mise en œuvre des politiques, c'était comprendre comment ils avaient contribué, participé à formuler une espèce de programme, presque un peu idéologique autour de la notion de progrès avec un grand P et comment ils avaient conduit finalement, participé à faire adhérer un certain nombre d'agriculteurs, d'agricultrices à ce vaste projet de transformation des modèles productifs. Et voilà donc là ce qui m'intéressait beaucoup et ce qui m'a intéressé et qui continue d'intéresser, c'était comment on articulait comme ça un projet politique avec un projet économique et quelles conséquences ça avait. Ce n'était pas juste un projet positif, c'était un projet qui a été critiqué aujourd'hui par les conséquences qu'il a eues sur l'environnement, sur l'exclusion d'un certain nombre de personnes, de l'accès aux terres etc. Mais voilà ce que je voulais faire c'était prendre un peu au sérieux cette espèce d'élan modernisateur et voir comment on pouvait en faire une histoire sociale.

**CSO** : Ce qui est intéressant justement c'est d'entendre tout ce parcours et en fait tout le questionnement qui est mené, on a parfois le sentiment qu'un chercheur peut arriver avec un objet de recherche, ce qui n'est pas notamment votre cas. C'est qu'il y a eu toute une évolution, on va dire par touche, par tâtonnement et ça c'est intéressant d'entendre ça.

**Sylvain Brunier** : Et je pense que c'est assez fréquent en fait, c'est qu'on avance comme ça un peu par un petit bond mais voilà et c'est vrai qu'il y a toujours un petit côté un peu absurde quand on fait le chemin inverse on se dit mais pourquoi je travaille sur ces tout petit objet sur lequel a priori je n'avais pas d'intérêt particulier mais en fait cet intérêt s'est construit.

**CSO** : Alors après votre thèse, vous êtes post doctorant pendant quatre ans sur des questions agricoles mais pas uniquement et en 2018, vous êtes admis au concours CNRS et vous présentez un projet de recherche sur les différentes approches alors de l'industrialisation, de la politique agricole commune, en fait la PAC. Alors vous abordez les politiques publiques, les contrôles de surface agricole. Alors expliquez-nous là aussi ce que vous cherchez en fait à comprendre au travers de ce large programme.

**Sylvain Brunier** : Alors j'ai durant ces années un peu d'intermède, j'ai continué alors j'ai fait différentes choses mais j'ai continué quand même à travailler un peu sur le monde agricole et un tout petit questionnement très empirique-là qui m'avait intrigué c'était de constater qu'on pouvait donc la politique agricole commune ça a un principal effet, c'est de distribuer des subventions individualisées qui sont indexées sur la taille des exploitations, c'est plus compliqué

que ça mais c'est comme le principe de base et ce qui m'avait intrigué, c'est de voir qu'on pouvait accéder en ligne sur internet à l'ensemble des bénéficiaires de la politique avec leur nom, leur adresse et les montants qui leur étaient alloués. Ça me paraissait assez exceptionnel. Il n'y a pas d'équivalent par exemple pour les bénéficiaires du crédit impôt recherche ou pour d'autres types de dette publique donc ça m'intriguait et au-delà de ça, ce qui m'intriguait c'était un peu de comprendre finalement sur quel genre de soubassement, d'infrastructure reposait un peu la distribution le calcul de ces subventions et donc ça croisait c'était pas très loin de mes questionnements initiales sur le conseil, la technique etc... c'était un petit peu autre chose et nous que là sans vraiment rien y connaître, mais je commençais un peu à m'intéresser à cet objet et donc toujours avec cette démarche un peu historique-là faire un peu la construction de ces systèmes d'information voilà et le petit objet, programme qui m'a rapidement intrigué. Donc, c'est un projet de recherche qui était mené dans des institutions au sein de la commission européenne, un projet qui avait été baptisé le projet MARS comme Monitoring Agriculture with Remote Sensing donc contrôler l'agriculture avec la télédétection. Je ne savais pas trop ce que ça voulait dire mais la télédétection, c'était tout un tas de technologies numériques qui utilisent l'imagerie alors satellite ou les images par avion, mais l'image numérique, pour produire la cartographie et au-delà de la cartographie, en fait comment dire mettre en circulation des données spatialisées et en faire un usage par exemple. Très concrètement, ça voulait dire construire une cartographie numérique de l'ensemble du parcellaire agricole et d'être capable de voir sur quelle parcelle, quelle culture était pratiquée etc. en fait c'est encore au-delà de ça. C'est un projet qui avait été construit donc dans ce centre, qui s'appelle le Centre Commun de Recherche qui était attaché à la Commission Européenne qui était basé en Italie du nord, qui l'est toujours d'ailleurs et donc j'ai commencé -toujours un peu sur le même principe- à essayer de trouver des archives, de rencontrer un peu quels avaient été les acteurs de ce programme qui était né à la fin des années 80. Et donc là j'ai fait encore un pas encore plus en arrière. Je me suis intéressé dans un premier temps, pour un peu cadrer les choses un peu là, comment en fait on a vu cette idée qui paraît un peu évidente aujourd'hui parce qu'elle est très dans l'air du temps mais en fait elle est assez vieille dès les années 70, l'idée qu'on pouvait contrôler ou dire quelque chose sur l'agriculture sur la production à partir d'images satellites. C'était un petit objet qui m'a pas mal intéressé ces dernières années et donc ça conduisait alors que c'était même antérieur à la politique européenne, c'était en fait ce que ça mettait en ce que j'ai pu un peu mettre en avant. C'était aussi des effets de levier ou d'entraînement ou en fait comment notamment en France il y a une industrie du spatial qui est constituée, qui est assez forte autour du Centre National d'Etudes Spatiales, dès les années 60-70, et en fait très rapidement se pose la question de ok, on fait des satellites pour l'application militaire, fait des satellites application civile pour la météo par exemple mais tout ça coûte assez cher. Il faut trouver des usagers et du coup je trouvais intéressant de voir comment en fait finalement le l'offre construit la demande. On pourrait dire comme ça et comment on fait très rapidement dans les 70, il y a des tentatives qui sont faites pour essayer de susciter des usages agricoles de ces images satellites et tout ça ne marche pas très bien. C'est assez confus on essaye de voilà il y a des activités de prévision économique, des activités de contrôle administratif. Il n'y a pas mal d'expérimentations qui sont faites donc ça c'est une histoire que j'ai essayé de raconter et ce sont en fait ces activités-là, elles ne fonctionnent pas très bien. On essaye de construire un marché autour de la vente des images, c'est un marché qui décolle pas complètement et le moment en fait où tout ça va

devenir plus concret et plus prendre un peu d'ampleur si vous voulez, c'est le moment justement où la Commission Européenne a ce projet de refonte de la Politique Agricole Commune assez lourd et en fait on passe d'un mécanisme central, c'était le soutien au prix sur les marchés et on passe à une logique d'aide individualisée aux agriculteurs et nous cela impose un nouveau genre de contrôle individualisé à un nouveau regard un peu sur le parcellaire agricole. D'un seul coup, cette technologie devient mobilisable dans le cas de ces politiques. Voilà le gros changement en fait et donc c'est quelque chose qui m'intéresse, qui continue de m'intéresser et donc après la suite de l'histoire continue de m'intéresser aussi puisque en fait la Politique Agricole Commune, ce n'est pas juste des subventions individualisées indexées sur la production, c'est aussi aujourd'hui ces subventions qui sont assorties de tout un tas de conditions sur le respect de bonnes pratiques environnementales et donc ça c'est connu, c'est étudié. Il y a plein de gens qui travaillent là-dessus. Un des aspects peut-être un petit peu moins étudié, c'est qu'en fait toute l'activité de contrôle, elle continue de reposer un peu sur le même type de technologie et on utilise par exemple beaucoup ces images satellites- au-delà de ça même tout un ensemble de numériques aujourd'hui- pour contrôler la bonne application de ces bonnes pratiques environnementales agro-environnementales par les agriculteurs. C'est un outil de contrôle et c'est un questionnement aussi intéressant. De manière un peu plus générale, si on sort juste du cas particulier, c'est aussi comment des outils sont développés pour un certain type de tâches, un usage dans un autre contexte et finalement ils vont continuer à servir pour encore remplir d'autres missions et du coup en charrier, entraîner avec eux tout un tas d'inertie et de dépendance.

**CSO** : Vous travaillez également sur deux autres projets de recherche qui sont collectifs cette fois-ci. Je vous propose qu'on revienne sur chacun d'eux, que vous puissiez un peu les commenter parce qu'ils reflètent bien votre questionnement sur le monde agricole avec des entrées à la fois différentes et puis à la fois aussi complémentaires.

Vous travaillez avec un groupe de sociologues et d'historiens sur les machines agricoles avec différentes problématiques, alors quelle est votre démarche et puis je suis curieuse aussi que vous nous expliquiez un petit peu les méthodes employées.

**Sylvain Brunier** : C'est un projet de recherche qui est très collectif donc qui s'appelle Politique de la machine agricole. Il y a pas mal de collègues impliqués je ne vais pas tous les citer. Le projet de recherche a une histoire un peu particulière dans le sens où il répond à une demande qui était formulée par une coopérative qui s'intéresse aux questions d'auto construction, donc sur ces questions d'équipement agricole qui promeut des formes d'autonomie technologique pour les agriculteurs. C'est une coopérative qui s'appelle L'atelier paysan, qui était en recherche de faire monter ces questions dans le débat public, on pourrait dire comme ça et ça a suscité l'intérêt de ce groupe de collectif de chercheuses et chercheurs parce qu'effectivement il apparaît que ces questions autour de la mécanisation au sens large sont des questions qui ont été assez évacuées disons de la recherche en sciences sociales depuis une quarantaine d'années et que les travaux qui existent se concentrent par exemple sur les controverses liées à la chimie ou pesticides notamment, sur les rapports par exemple asymétrique de domination entre les grandes surfaces, la grande distribution et les agriculteurs. Voilà ces choses qui sont un peu travaillées, évidemment ces questions liées aux

agroéquipements paraissent un peu triviales, un peu matérielles et pourtant c'est essentiel pour l'activité. Voilà ce qu'on montrait rapidement au début du projet de recherche. C'était essentiel à la fois parce qu'on associe spontanément la mécanisation plutôt aux années 50-60, alors que de fait toutes les stats publiques sur l'investissement ou sur le rapport au travail montrent qu'en fait la mécanisation, c'est un processus ininterrompu voire qui s'est même quasiment accéléré en fait ces 20 dernières années. On travaille de plus en plus de terre, avec de moins en moins de main-d'œuvre et à la clé pour faire ça, c'est de disposer de machines de plus en plus puissantes et sophistiquées. Donc, c'est une clé de lecture intéressante. Le deuxième point, c'est qu'aujourd'hui, il y a un renouveau un peu de l'attention à la fois dans les médias et dans les politiques publiques, alors pas vraiment autour des machines proprement parler, mais plutôt autour des technologies numériques qui sont souvent présentées comme une espèce de solution -pas miracle- mais comme une solution pour répondre non seulement à la crise des vocations, des transmissions d'exploitation mais aussi à la crise environnementale. En gros avec cette technologie, on pourrait continuer à produire autant si ce n'est plus mais de manière plus propre et dans des conditions plus vertueuses. Bref tout ça, c'est un contexte intéressant du coup, on s'est saisi un peu de cette demande initiale, on l'a traduit dans des questions de recherche qui étaient vraiment des questions de sciences sociales et donc on a fait deux choses en parallèle. C'est que donc nous, c'est mon collègue notamment Samuel Pinot qui est sociologue à l'université Paris-Dauphine qui s'est beaucoup intéressé au circuit industriel, c'est à dire aux relations entre les constructeurs, les distributeurs de matériel et les clients, donc les agriculteurs, les entrepreneurs de travaux, etc ...pour comprendre un peu des relations de prescriptions, s'intéresser un peu au choix d'investissement et dire mais en fait qui pèsent, qui orientent les décisions etc... je fais l'histoire courte mais un des trucs qui nous intéressait, c'est de montrer comment des logiques commerciales, les stratégies marketing qui étaient employées par ces entreprises, par ces industries, elles orientaient fortement finalement les décisions techniques agricoles qui sont prises à l'échelle des exploitations et notamment on a essayé de travailler sur la question du renouvellement des matériels, des rythmes de renouvellement des matériels. C'était une question qui était assez proche aussi des questions aujourd'hui qui sont développées par exemple sur l'obsolescence. C'est à dire pourquoi est-ce qu'on va renouveler une machine qui marche tous les trois ans, tous les cinq ans et donc montrer que ce n'est pas une question d'obsolescence technique dans notre cas mais c'était plein de stratégies commerciales qui utilisaient en fait des possibilités ouvertes par la législation, la réglementation fiscale et qui permettaient comme ça de faire tourner comme ça les rythmes d'investissement à des rythmes accélérés. Ça nous a beaucoup intéressé. Et en parallèle de ces enquêtes auprès d'acteurs économiques, on a dès le début du projet coordonné une enquête collective participative qui est un peu plus originale dans sa forme puisqu'elle associe en fait à part égale des chercheurs et des chercheuses, donc des sociologues principalement et des historiens, et des agriculteurs agricultrices qui étaient sociétaires de l'atelier paysan et donc on a créé une espèce de dispositif d'enquête participative dans laquelle on a investigué un territoire, une petite région agricole dans laquelle des binômes constitués à part égale d'académiques et d'agri sont allés interviewer des agriculteurs, des agricultrices engagés dans des systèmes tout à fait conventionnels, classiques sur leur champ d'investissement avec l'idée que ce dispositif particulier allait créer des conditions d'interactions un peu spécifiques. Ce qui était intéressant et mais le plus intéressant finalement c'était le fait

qu'on a associé l'ensemble des participants à cette enquête quel que soit leur statut du début à la fin de l'enquête, de la construction des grilles d'entretien jusqu'au dépouillement des entretiens et la construction des problématiques d'analyse.

**CSO** : Autre projet avec Jean-Noël Jouzel qui est directeur de recherche au CNRS et qui est sociologue au CSO, Giovanni Prête qui est maître de conférence à l'Institut de Recherche Interdisciplinaire sur les enjeux Sociaux et Baptiste Kotras qui est chargé de recherche au Laboratoire Interdisciplinaire Science Innovation Société, vous vous intéressez tous les trois aux zones de non-traitement, ce qu'on appelle les ZNT des riverains c'est-à-dire des zones sur lesquelles les épandages de pesticides ne sont pas autorisés. On touche vraiment à la problématique des questions environnementales, sujet totalement d'actualité, de la gestion des risques, des mobilisations. C'est un projet qui en fait qui couvre un large champ. Est-ce que vous pouvez nous en dire quelques mots...

**Sylvain Brunier** : Oui donc c'est ce qui nous a intrigué dans cette affaire, c'était de voir comment cette mesure-là qui date de 2019, de faire des petites bandes de terre autour des parcelles dans lesquelles on interdit l'épandage de pesticides lié à la proximité d'habitation. Sans faire une très grande recherche, on voyait que le même type de mesure avait été employé successivement pour protéger la biodiversité, pour protéger les cours d'eau, un peu plus tard protéger les personnes vulnérables donc les maisons de retraite, les écoles et encore un peu plus tard l'ensemble des riverains et toujours avec cette distance de 5 mètres avec plein de modulations possibles avec une mise en œuvre très contestée à l'échelle locale. Du coup ce qu'on a entrepris de faire, c'était en parallèle de comprendre quel était le genre de science, de modèle sur lequel reposait la définition de cette largeur qui n'était pas complètement arbitraire mais qui reposait sur des travaux, qui essaient de mesurer la dérive des pesticides en dehors des parcelles, ruissellement des pesticides. Ça nous a intéressé et on voulait voir comment cela s'articule avec des mesures de politique publique donc articuler mesures scientifiques et mesures de politique publique et de voir comment c'était retraduit. Ça faisait l'objet de négociations et comment on passait des données et ce qui était prédit ou envisagé à l'intérieur de ces modèles et comment c'était retraduit dans des dispositifs concrets plus ou moins coercitifs, avec plus ou moins de modes de modulation d'exception etc... dans cette démarche un peu toujours un peu socio-historique, ça nous a fait comme ça remonter jusqu'aux années 80, à fin des années 70, pour comprendre ces débats qui se sont constitués non seulement dans l'espace français mais aussi à l'échelle internationale, avec différents pays qui étaient un peu pionniers sur ces questions de modélisation, de la dérive notamment en Allemagne, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis. On a fait cette histoire et en s'intéressant à ce versant scientifique, sociologie des sciences, sociologie des actions publiques, il était guidé par aussi une réflexion sur les mobilisations. Il y a la spécialité de mes collègues Giovanni Prête et Jean-Noël Jouzel et donc on a un peu travaillé et donc comment cette mesure était devenue un objet à la fois de revendication mais qui était quand même pas non plus comme on a quelque chose d'un peu contraignant aussi pour les mouvements sociaux puisque finalement cette mesure, ils acceptaient d'en négocier les termes mais en fait le vrai combat qui portait initialement, c'était plutôt l'interdiction des produits les plus dangereux voire l'interdiction de l'ensemble des pesticides de synthèse. Ça avait des effets sur la production même des discours à l'intérieur de

ces mobilisations donc c'est intéressant et en fait de tout ça est né un petit questionnement un peu parallèle, un peu différent, toujours cette idée de retourner un peu les questions qu'on se pose etc... plus spécifiquement avec Baptiste Kotras, on s'est intéressé à tout un tas de gens qui notamment dans l'espace public numérique donc en l'occurrence sur Twitter se montraient très véhément face à ce type de régulation agro-environnementale et donc on pensait initialement plutôt avoir affaire à uniquement des agriculteurs qui refuseraient des ZNT comme quelque chose de purement contraignant, pas efficace etc ...et comme une mesure qui exprime la défiance de la société vis à vis de leur activité et on s'est mis à étudié à la fois en allant de manière très classique, en allant rencontrer des gens les plus visibles sur les réseaux sociaux et en étudiant aussi en analysant des corpus de tweets comme ça pour reconstituer un peu des réseaux.

**CSO** : Qu'est-ce que vous avez observé ?

**Sylvain Brunier** : pas mal de choses mais un des points intéressants, c'est aussi de voir comment se reconfigure la représentation politique des mondes agricoles au cours des dix, quinze dernières années et comment à une représentation, très comment dire en fait où un syndicat pour pas le nommer la FNSEA, structure énormément de choses, on passe à comment dire à des mouvements qui sont un peu moins coordonnés ou en tout cas un peu moins hiérarchiques et qui en fait qui agrègent non seulement des agriculteurs, des agricultrices mais aussi tout un tas de professionnels qui travaillent dans l'agriculture et qui se sentent victime du même type de critiques. Alors eux, ils appelleraient ça plutôt du dénigrement mais donc par exemple, on va retrouver des techniciens qui travaillent pour l'industrie chimique, des vendeurs de machines, tout un tas de gens assez hétéroclites en fait du point de vue des professions et en même temps qui produisent un discours assez homogène sur on pourrait dire anti-environnemental. C'est un tout petit peu plus compliqué, ce n'est pas un rejet pur et simple. Justement tout ce qu'on essaye de montrer, c'est comment se construit une espèce de discours, un peu de promotion, une espèce de modernité productive qui serait compatible avec les préoccupations environnementales mais qui serait complètement coulé, moulé dans les rapports de production existants, donc qui laisserait toute la place aux industries existantes etc... et donc ça c'est voilà ça c'est assez intéressant et c'est une espèce de détour par rapport à ce qu'on avait initialement prévu dans ce projet.

**CSO** : alors dernière question que je pose à chacun de mes invités selon vous quelle est la place du sociologue aujourd'hui dans notre société ?

**Sylvain Brunier** : j'avoue que c'est une question qui est totalement irrésolue pour moi. J'aurai pas mal de réponses qui peuvent varier selon les jours. C'est très tributaire du coup de mon activité d'hier qui a consisté hier soir à organiser une réunion publique justement pour restituer les résultats de l'enquête collective participative dont j'ai parlé tout à l'heure sur les choix d'équipements de machines et à la fois alors c'est une bonne occasion d'en parler sur la place du sociologue. A la fois c'était très satisfaisant d'un point de vue intellectuel parce qu'on a passé la journée à préparer cette restitution avec pas mal de personnes qui avaient participé à cette enquête donc avec ce double statut, quelques chercheurs et quelques agriculteurs,

agricultrices, et tout ça était assez passionnant parce que ça nous permet de faire un retour un peu réflexif sur ce qu'on avait fait bien fait, mal fait, les effets que ce dispositif avait produit etc... donc excellente journée de travail suivie d'une réunion qui était non moins excellente et la discussion était intéressante mais qui a ramené extrêmement peu de personnes. Donc voilà ce contraste. C'est mon état d'esprit du jour mais il était assez intéressant parce que ça résume aussi peut-être une partie de mon activité mais il faut faire d'une manière générale, je trouve qu'il y a une place, je ne sais pas si c'est la place unique mais c'est une des places possibles en tout cas pour les sciences sociales. C'est comme ça aussi d'accompagner, d'être en tout cas en dialogue plutôt avec des mouvements sociaux à la fois pour essayer de retraduire certaines questions politiques dans des questions de recherche, en veillant à garder une indépendance totale, en même temps, en essayant comme ça d'entretenir des formes de dialogue parce que justement, elle permettent ces restitutions, ces réunions publiques tout en se confrontant aussi au fait que tout ça n'est pas évident à mettre en œuvre concrètement et à engager des discussions avec des gens qui sont pas forcément ni politisés, ni très en appétit pour les sciences sociales. Donc, il y a vraiment un effort de conviction qu'il y a à faire. Voilà tout ça reste ouvert mais c'est en tout cas mon état d'esprit du jour.

**CSO** : très bien, merci Sylvain. C'était le podcast Objets Trouvés du CSO. Si vous avez aimé cet épisode, abonnez-vous sur votre plateforme d'écoute préférée et faites-le savoir autour de vous.

Podcast Objets Trouvés